

**Communauté de
Communes du Pays de Gex**



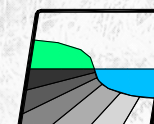
Commune de POUIGNY



ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Volet Eaux Usées

Avril 2014



NICOT INGÉNIEURS CONSEILS

Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91/Fax: 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com

EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

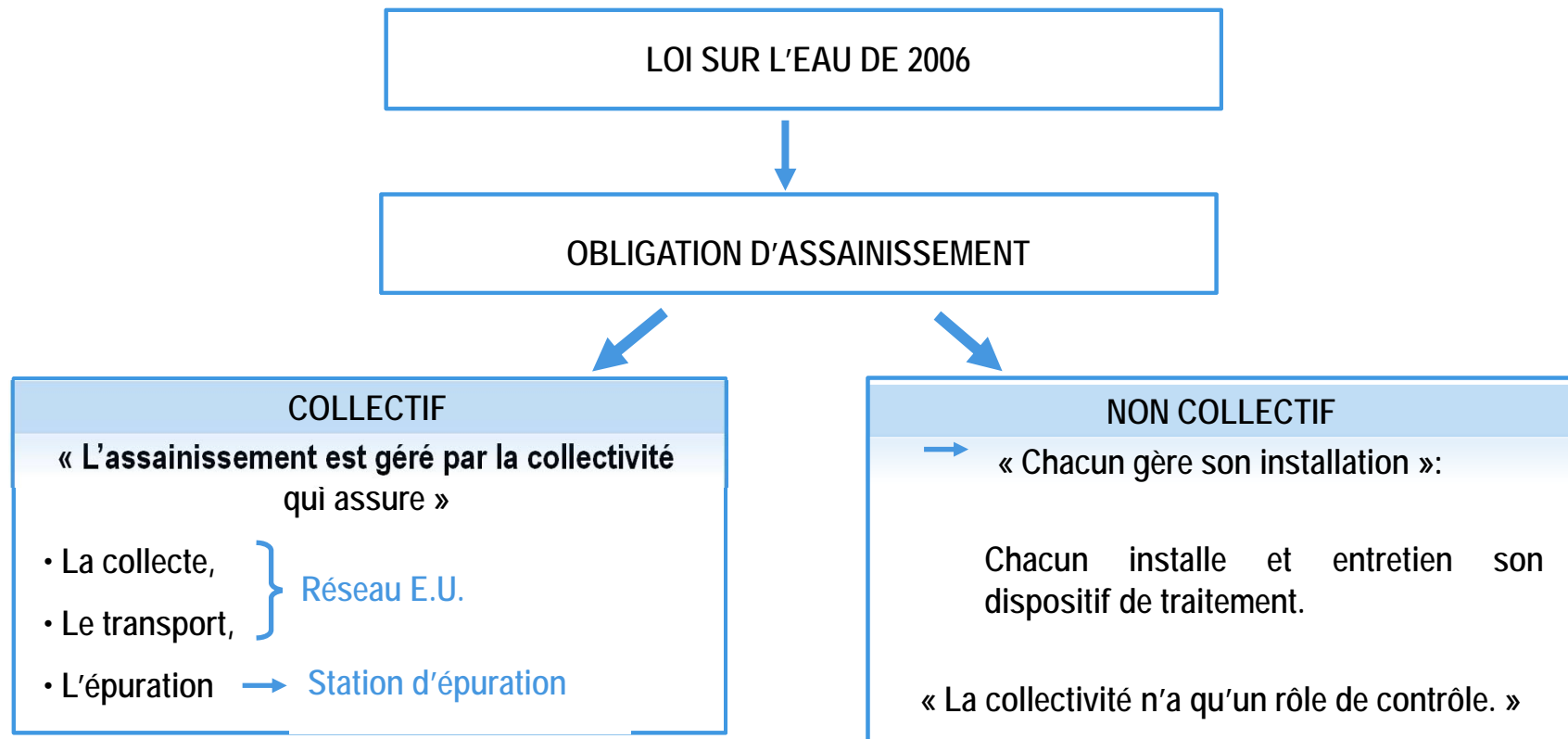
CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le Grenelle II

- Obligation pour les communes de produire un Schéma d'Assainissement avant fin 2013 incluant:
 - Un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
 - Une programmation de travaux
- Mise à jour du Schéma d'Assainissement à un rythme fixé par décret.

Directive Eaux Résiduaires Urbaines

Loi sur l'Eau



COLLECTIF

- Est en **Assainissement Collectif** toute habitation raccordée ou raccordable au réseau public d'assainissement.
- Est raccordable toute habitation qui a le réseau en **limite de propriété** (réseau accessible depuis l'habitation).
(plus haut ou plus bas)

NON COLLECTIF

- Est en **Assainissement Non Collectif (ANC)** toute construction à usage d'habitation, non raccordable à l'Assainissement Collectif.

CAS des Mini-stations ou Assainissement Groupé

- *C'est du collectif si le terrain et la station appartiennent à la collectivité,*
- *La collectivité est alors responsable de l'entretien.*

- *C'est du non collectif si le terrain et la station appartiennent à une copropriété,*
- *Les propriétaires sont alors responsables de son entretien.*

- Toute construction raccordable ou raccordée est soumise à la même:
 - **Redevance d'assainissement collectif**et au même:
 - **Règlement d'assainissement collectif**

- Toute construction non raccordée et non raccordable à l'assainissement collectif est soumise à la même:
 - **Redevance d'assainissement non collectif**et au même:
 - **Règlement d'assainissement non collectif**

COMPETENCES

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

+/- **87 %** des habitations sont raccordables *
(soit +/- **330 logements**)

CCPG

(Communauté de Communes du Pays de Gex)

L'assainissement Collectif est de la compétence de la CCPG.

- Règlement d'Assainissement collectif intercommunal existant (26/09/2013),
- Redevance assainissement collectif établie pour tous raccordés ou raccordables *: **16,75€ HT/an/abonné + 0,95 € HT/m³** (tarifs en vigueur au 01/01/2012)
- **PFAC** instituée au 01/07/2012: **17,50 €/m²** (« assimilés domestiques »)
- **Frais de branchement**: demande du propriétaire à la Lyonnaise des Eaux; prix fixé par bordereau.

* Est raccordable toute personne qui a le collecteur EU en limite de propriété.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

+/- **13 %** des habitations sont non raccordables *
(soit +/- **49 logements**)

CCPG

(Communauté de Communes du Pays de Gex)

L'assainissement Non Collectif est de la compétence de la CCPG depuis le 30/04/2002

Dans le cadre de ses compétences obligatoires, la CCPG a mis en place:

- Règlement d'Assainissement Non Collectif intercommunal (en cours de révision),
- Redevance ANC
- Redevance forfaitaire ANC de **100€** à la délivrance du permis de construire, liée au contrôle de conception et d'implantation ainsi qu'au contrôle de réalisation)
- Contrôle dans cadre d'une vente facturé 100 €

SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT

- *La commune de Pougny est dotée d'un Schéma général d'assainissement datant de 2001 (SOGREAH):*
 - *Carte des sols (SAFEGE, 1999)*
 - *Zonage de l'assainissement collectif/non collectif*

- *Le SGA a été réactualisé sur l'ensemble du territoire Sud Gessien au sein de la Communauté de Communes du Pays de Gex en 2011 (SAFEGE). Il n'y a pas eu d'enquête publique menée à ce jour.*

LE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF / NON COLLECTIF ACTUEL

3 TYPES DE ZONES

Zones d'Assainissement Collectif existantes

± 87 % des habitations
(soit ± 330 logements)

- Réseau majoritairement séparatif (quelques tronçons en unitaire).
- 2 stations d'épuration communales situées à:
 - ❖ Pougny Gare
 - ❖ Pougny Etournel

Zones d'Assainissement Non Collectif

± 13 % des habitations (soit ± 49 logements)

Zones d'Assainissement Collectif futures

± 0 % des habitations (soit ± 0 logements)

- Pas de projets de création d'antennes et raccordement aux réseaux existants.

Zones d'Assainissement Non Collectif maintenues

± 13 % des habitations (soit ± 49 logements)

- Pas de projet d'Assainissement Collectif programmé à l'échelle du PLU.
- Les hameaux concernés sont:
 - ❖ Sur Pessy
 - ❖ Aux Rippes
 - ❖ Sur Veny
 - ❖ Sur Conflan
 - ❖ Prés Verange
 - ❖ Pré Merval
 - ❖ Aux Combettes
 - ❖ En Promenay
 - ❖ Les Rives du Rhône
 - ❖

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

DETAIL DE LA ZONE

- +/- 87 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement.
- Le réseau EU **séparatif** couvre la majeure partie du territoire urbanisé de la commune. Le réseau raccordé sur la station de Pougny Gare mesure 4,42 km et le réseau de la STEP de Pougny Etournel est de 4,3 km, soit **8,72 km** au total.
- 2 Déversoirs d'Orage (DO) sont présents sur le réseau ainsi qu'1 poste de relevage.
- Les eaux usées sont actuellement dirigées vers une des 2 stations d'épuration intercommunales, suivant le secteur, situées à Pougny gare et Pougny Etournel. Les stations ont une capacité respective de 330 E.H. et 800 E.H.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Stations d'épuration

- Les 2 stations d'épuration sont toutes situées sur la commune de Pougny et reçoivent les effluents de différents hameaux.

STEP	Reçoit les effluents de	Nature	Mise en service	Capacité nominale	Télesurveillance	Nombre d'abonnés raccordés (2010)	Milieu récepteur
Pougny Gare	Le Crêt, Pougny Gare	Boues activées	Janvier 1975	330 EH	Non	173	Le Rhône
Pougny Etournel	Pougny haut	Macrophytes	Septembre 2006 (réhabilitation de l'ancienne station)	800 EH	Oui	157	Le Marais de l'Etournel via un fossé

Devenir des boues des STEP

- Depuis 2006, un silo a été mis en place au niveau de la station de Pougny Gare pour stocker les boues issues du clarificateur. Elles sont ensuite transportées à la station d'épuration de St Jean de Gonville avant d'être déshydratées par une centrifugeuse mobile. Pour finir, ces boues sont compostées.
- Sur la STEP de Pougny Etournel, les boues sont stockées dans les lits à macrophytes pendant 5 à 10 ans. Au bout de cette période, les lits sont curés et les boues sont valorisées en agriculture.

ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANTES

Zone grisée

=

Assainissement
collectif existant



STEP de Pougny Etournal
800 EH



STEP de Pougny Gare
330 EH

Points faibles

➤ STEP de Pougny Gare

➤ Capacité insuffisante:

En dépit d'un fonctionnement correcte et d'un bon entretien des ouvrages, la STEP de Pougny Gare a actuellement atteint sa capacité maximale de fonctionnement (en terme de capacité épuratoire et hydraulique).

➤ Apport d'Eaux Claires Parasites (ECP):

La part d'eaux claires parasites permanentes représente 50% du débit arrivant à la STEP, ce qui ne laisse plus de marge pour traiter un débit de temps de pluie.

➤ Déversements fréquents au milieu naturel:

La capacité maximale de la STEP étant atteinte, des déversements au milieu naturel ont lieu au moindre à-coup hydraulique.

➤ Glissements de terrain

Les phénomènes de glissements de terrain existants sur la commune entraînent la déstabilisation et la rupture de certains tuyaux. Ces détériorations concernent principalement le haut du village sur le collecteur qui longe la départementale. Des opérations de réhabilitation sont fréquentes (effondrement du tuyau rue de la Chapelle en 2010 – *RAD Lyonnaise des Eaux*). Cette portion de réseau a été renouvelée en 2011.

➤ La réhabilitation de la STEP de Pougny Gare est projetée, mais le projet du barrage de Conflan (qui viendrait noyer la zone sur laquelle la STEP est actuellement implantée) doit se préciser afin de déterminer le futur emplacement de la nouvelle STEP et ses caractéristiques.

Points faibles

➤ STEP de Pougny Etournel

➤ Apport d'Eaux Claires Parasites (ECP):

D'après les données de l'autosurveillance 2007, le volume d'ECP arrivant à la STEP est estimé à 110 m³/j, ce qui est considérable au regard du volume total arrivant à la STEP (+/- 172 m³/j).

➤ By-pass vers le milieu naturel fréquent

Le by-pass des effluents en entrée de STEP est fréquent: des déchets se coincent devant la vanne-pelle et bloquent le passage des effluents, ce qui entraîne un by-pass vers le milieu naturel (marais de l'Etournel concerné par plusieurs classements en zone sensible d'un point de vue environnemental).

↪ Les services de la Lyonnaise des Eaux ont modifié les conditions de trop-plein et de dégrillage pour éviter les débordements (en 2010, la vanne-pelle a été rehaussée pour optimiser le fonctionnement du by-pass).

ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANTES

TECHNIQUE

- La CCPG prend à sa charge **l'entretien des réseaux** et des **stations d'épuration**.
- La gestion des ouvrages est déléguée à la Lyonnaise des Eaux par contrat d'affermage pour une durée de 12 ans à compter du 01/01/2006.

REGLEMENTATION

- Toutes les **habitations** doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
- Toute **construction nouvelle** doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
- Le défaut de raccordement donne la possibilité de doublement de la taxe fiscale (équivalente à la redevance, hors TVA et prime de dépollution de l'Agence de l'Eau, taxe due dès qu'un réseau de collecte est présent au droit de la propriété) dans 2 cas:
 - En cas d'extension du réseau de collecte par la CCPG, si le raccordement de la propriété n'est pas effectif dans les 2 ans;
 - En cas de mise en séparatif des réseaux EU/EP dans le cadre de programmes de travaux de la CCPG, si la mise en conformité au-delà de 2 ans après la fin des travaux publics n'est pas effective sur le domaine privé (en cas d'inversion des branchements EU/EP ou de non séparation des EU/EP).
- L'assainissement non collectif ne peut être toléré que sur dérogation du Président de la Communauté de Communes du Pays de Gex pour des cas particuliers techniquement ou financièrement « difficilement raccordables ».
- Règlement d'assainissement collectif intercommunal en vigueur.

FINANCIER

- Toute personne **raccordée ou raccordable** est redevable de la redevance d'Assainissement Collectif.
- Depuis le 1^{er} juillet 2012: toute construction nouvelle implique le versement de la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif).

INCIDENCES SUR L'URBANISATION

- Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, **l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation** - sous réserve des capacités de traitement des STEP. Or la STEP de Pougny Gare a aujourd'hui atteint sa capacité maximum.

ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF FUTURES

JUSTIFICATION DES PROJETS

➤ L'assainissement collectif a été retenu car:

- ❖ **L'urbanisation est dense ou va se densifier**: la configuration du bâti fait que la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif n'est plus envisageable par manque de place (habitat trop resserré).
- ❖ Face à **l'importance du nombre d'installations** qu'il faudra reprendre, il semble plus judicieux de créer un réseau de collecte.
- ❖ La **configuration des terrains** fait que l'assainissement non collectif est difficilement réalisable.

ZONES CONCERNEES

- Pas de projet de raccordement programmés sur la commune
- Les extensions de réseaux sont essentiellement liées à l'extension de l'urbanisation dans la zone d'assainissement collectif existante.

ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF FUTURES

TECHNIQUE

- La CCPG prend à sa charge la **réalisation de nouveaux réseaux d'eaux usées** et doit disposer **une boîte de branchement en limite de chaque propriété** à raccorder.

REGLEMENTATION

En attente de l'assainissement collectif:

- Toute habitation existante doit disposer d'un assainissement non collectif **fonctionnel** et **correctement entretenu**.
- La mise aux normes des dispositifs d'ANC existants **ne sera pas imposée** pour les habitations situées dans les zones en assainissement collectif futur à **Court ou Moyen terme** (sauf en cas avéré de **problème de salubrité publique, atteinte à l'environnement et nuisance pour un tiers**).
- Toute **construction nouvelle** (sous réserve des possibilités de rejets) doit mettre en place :
 - ❖ Un dispositif d'assainissement non collectif **conforme** à la réglementation,
 - ❖ Une canalisation Eaux Usées **en attente**, en prévision de son raccordement au réseau collectif.
- Toute **extension ou réhabilitation avec Permis de Construire** d'une habitation existante implique:
 - ❖ La **mise aux normes** de son dispositif d'assainissement non collectif, sous contrôle du SPANC.
 - ❖ La mise en place, en attente, d'une **canalisation Eaux Usées** en prévision de son raccordement au réseau collectif.

ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF FUTURES

- La Carte d'Aptitude des Sols et des Milieux à l'Assainissement Non Collectif indique pour chaque secteur la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre en attente de l'assainissement collectif.
- Les notices techniques de la CASMAA fixent le cahier des charges à respecter pour leur réalisation.
- Le contrôle de la réalisation des ouvrages d'assainissement autonome se fera sur la base des notices techniques.

Quand le réseau d'assainissement collectif sera créé:

- Toutes les habitations existantes disposeront de **deux ans** (à compter de la date de mise en service du réseau collectif) pour se raccorder.
- Toutes les habitations futures auront **l'obligation de se raccorder** au réseau collectif d'assainissement.

INCIDENCES SUR L'URBANISATION

- Dans les zones classées en assainissement collectif futur, il est de l'intérêt de la commune de **limiter autant que possible** l'ouverture à l'urbanisation avant l'arrivée de l'assainissement collectif.

FINANCIER

- Sont à la charge du particulier:
 - ❖ Les frais de suppression du dispositif d'ANC, si habitation existante,
 - ❖ Les frais de branchement (sur le domaine privé), si habitation existante ou les frais de branchement (sur le domaine public) si habitation neuve,
 - ❖ La redevance d'assainissement collectif,
 - ❖ Le versement de la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) depuis le 01/07/2012, si habitation neuve.

JUSTIFICATION DU CHOIX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistant.
- Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement) à l'échelle du PLU.
- La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est peu dense et relativement mité.

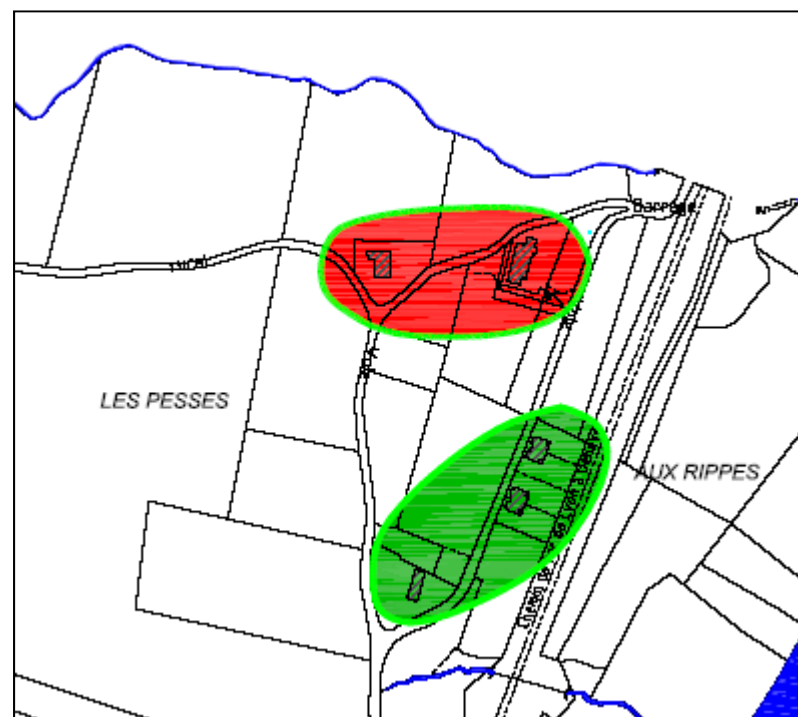
⇒ Ces zones restent donc de fait en assainissement Non Collectif (ANC) à l'échelle du PLU.

ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

❖ Sur Pessy – Aux Marais



❖ Aux Rippes



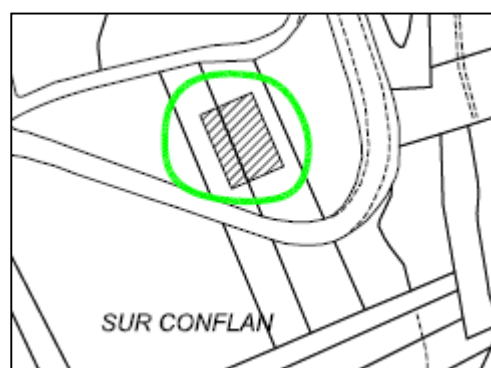
❖ Sur Veny



❖ Prés Verange

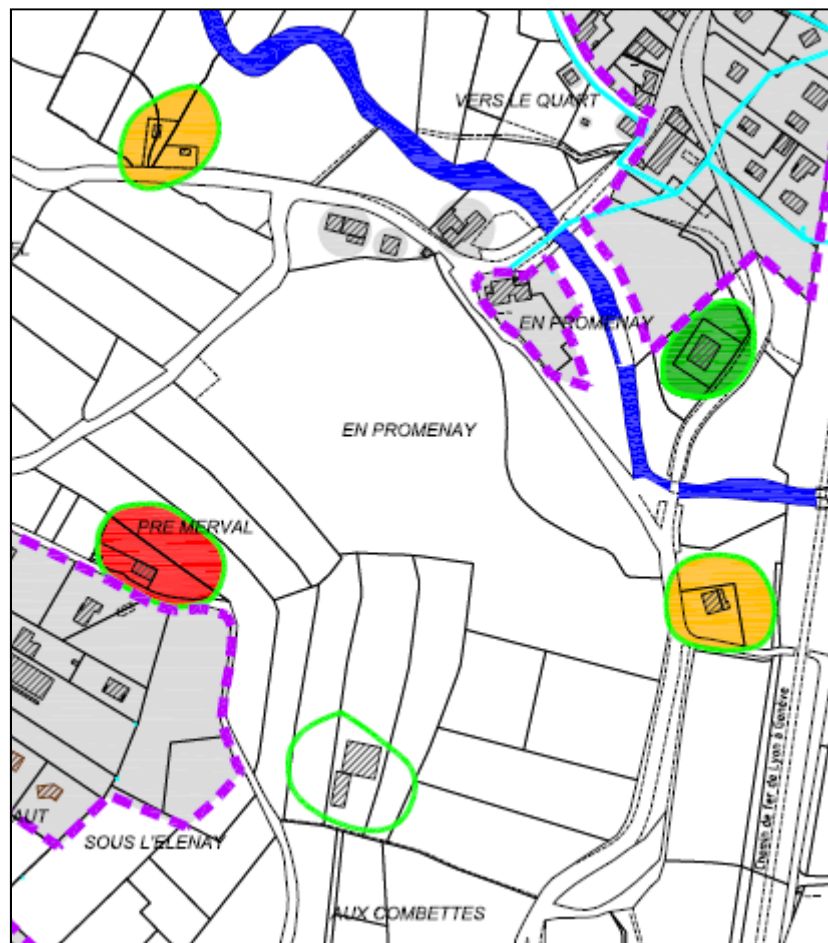


❖ Sur Conflan



ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

- ❖ Zones comprises entre les réseaux de Pougny-Gare et Pougny-Etournel:
En Promenay, Pré Merval, Aux Combettes...



REGLEMENTATION

- La compétence assainissement individuel a été transmise à la CCPG le 30/04/2002.

Conditions générales:

- Toutes les **habitations existantes** doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif fonctionnel, conforme à la réglementation (arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012).
- La mise en conformité des installations est **obligatoire** (dans le cadre d'une vente ou si l'installation est située sur une zone à enjeu).
- Toute **construction nouvelle** doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.
- Pour toute **extension ou réhabilitation avec Permis de construire d'une habitation existante**, se mettre en rapport avec le SPANC de la CCPG qui jugera si le projet impacte la capacité d'accueil du logement et implique, le cas échéant, la mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif.

⇒ L'absence de solution technique complète ou l'absence de possibilité de rejet doit être un motif de refus de Permis de construire.

Conditions générales d'implantation des dispositifs d'ANC:

➤ Pour toute nouvelle construction (sur toute parcelle vierge classée constructible au PLU):

La totalité du dispositif d'assainissement non collectif (filières classiques ou agréées) doit être **implanté à l'intérieur de la superficie constructible**, dans le respect des normes et règlements en vigueur. (Celui-ci ne peut être implanté sur des parcelles dites naturelles, agricoles ou non constructibles).

⇒ En cas d'espace insuffisant, le permis de construire doit être refusé.

⇒ **Surface minimum requise:**

Pour être constructible en ANC, une parcelle doit être **suffisamment grande pour permettre l'implantation de tous les dispositifs d'assainissement** nécessaires pour réaliser une filière respectant la réglementation, dans le respect notamment des:

- ❖ Reculs imposés (3 mètres des limites de propriété, 5 mètres des fondations),
- ❖ Règles techniques d'implantation (mise en place interdite sous les accès, les parkings,...),
- ❖ L'existence d'un exutoire en cas de nécessité de rejet après traitement ou une surface suffisante pour infiltrer à l'échelle de la parcelle.

➤ Pour toute construction existante (quelque soit le classement au PLU):

La mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif est possible sur **n'importe quelle parcelle**, quelque soit son classement au PLU (mis à part périmètre de protection, emplacement réservé ou classement spécifique qui empêche la réalisation technique de celle-ci) à la condition de respecter les normes et règlement en vigueur.

⇒ L'impossibilité technique de réaliser un dispositif réglementaire peut motiver le refus du projet ou le changement de destination d'anciens bâtiments (corps de ferme).

Choix de la filière selon l'aptitude des sols

➤ Pour les parcelles bâties (habitations existantes):

En cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, un dispositif adapté pourra être toléré (en accord avec le service de contrôle). **Dans ce cas la capacité habitable ne pourra être augmentée.**

➤ Pour les parcelles non bâties:

En cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, **le Permis de Construire doit être refusé.**

Remarques:

Lors de l'instruction de tout projet d'assainissement non collectif, une demande d'autorisation d'installation d'un dispositif d'assainissement autonome doit être soumise au SPANC. Le SPANC de la CCPG est en droit de demander au pétitionnaire **une étude justifiant la conception et l'implantation du dispositif proposé.**

En cas de doute avéré sur les propositions techniques faites par le pétitionnaire, ou si le pétitionnaire souhaite réaliser une autre filière que celle préconisée, **une étude justifiant la conception et l'implantation du dispositif sera exigée.**

Possibilités de rejet selon l'aptitude des milieux

➤ Pour les habitations existantes:

Les possibilités de rejets sont **tolérées** pour les habitations existantes dans la limite du logement existant

Les rejets sont soumis à autorisation par le gestionnaire du milieu avec copie au SPANC.

➤ Pour les constructions neuves ou toute création de nouveaux logements :

- ❖ Zones classées constructibles au futur PLU : le rejet devra être considéré comme acquis pour les parcelles qui seront classées constructibles au futur PLU.

Zones classées non constructibles au futur PLU: les nouveaux rejets seront limités au changement de destination des bâtiments existants.

- La création des collecteurs nécessaires à l'évacuation des effluents des dispositifs d'assainissement non collectif reste à la charge de **chaque pétitionnaire** sur leur(s) parcelle(s).

ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

INCIDENCE SUR L'URBANISATION

- La poursuite de l'urbanisation est **conditionnée** par les possibilités d'Assainissement Non Collectif.

POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

- Le **contrôle des installations** est **obligatoire**.
- La CCPG effectue le contrôle des **nouvelles installations**:
 - ❖ Au moment du Permis de construire: Etude de conception:
 - ❖ Soit avant le dépôt du PC pour une construction neuve
 - ❖ Soit lors de la consultation par le service instructeur
 - ❖ Avant recouvrement des fouilles: Contrôle de réalisation.
- La CCPG effectue le contrôle des **installations existantes de façon périodique ne pouvant excéder 10 ans. La périodicité retenue par la CCPG est de 4 ans. Le contrôle diagnostic devait être effectué au plus tard le 31 décembre 2012.**

Bilan des contrôles effectués au **28/09/2009** (par délégation au Cabinet Nicot Contrôle):

Commune	Nb d'installations ANC à contrôler	Nb installations ANC contrôlées
POUGNY	49	42 (15 non-conformes, 23 non-conformes avec tolérance, 4 conformes)

- **86%** des installations d'ANC sur la commune effectivement **contrôlées**.
- Parmi les installations contrôlées, **36%** de **non conformités strictes**.
- La CCPG a créé son 1^{er} règlement d'Assainissement Non Collectif en 2003 (établi le 30/10/2003). Il est en cours de révision.
- La CCPG a opté pour une prise de compétences facultatives concernant la réhabilitation et l'entretien des installations d'ANC.

POUR LES PARTICULIERS

- La mise aux normes est **obligatoire** sous certaines conditions (cf. réglementation en vigueur).
- En cas de non-conformité de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un **délai de 4 ans** pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle.
- Pour toute **extension ou réhabilitation avec Permis de construire d'une habitation existante**, se mettre en rapport avec le SPANC de la CCPG qui jugera si le projet impacte la capacité d'accueil du logement et implique, le cas échéant, la mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif. Une attestation de conformité du projet de réhabilitation de l'installation d'ANC (remise par le SPANC) doit être insérée dans le dossier de demande de PC (décret n°2012-274 du 28/02/2012).
- En cas de **vente**, l'acquéreur doit être informé de l'état de l'installation existante (obligation de fournir un rapport de contrôle daté de moins de 3 ans lors du compromis de vente, ou à défaut lors de l'acte authentique de vente) et, en cas de non-conformité, dispose d'un **délai de 1 an** après l'acte de vente pour procéder aux travaux de **mise en conformité**.
- Sont à la charge du particulier:
 - ❖ Les frais de mise en conformité,
 - ❖ Les frais de vidange et d'entretien des installations,
 - ❖ La redevance de l'ANC.